

En prévision de l'inaptitude : le mandat de protection



**Curateur public
du Québec**

À la rencontre de la personne



En prévision de l'ina

Avez-vous déjà pensé à ce qui arriverait si un jour, à cause d'une maladie ou d'un accident, vous n'étiez plus apte à vous occuper de votre personne ou de vos biens?

Cette éventualité est évidemment inquiétante. C'est sans doute pour cela que l'on préfère ne pas y penser et se dire que cela n'arrive qu'aux autres. Pourtant, l'idée de choisir soi-même, maintenant, qui s'occupera de nous si l'incapacité survient est plus rassurante que celle de laisser prendre cette décision par d'autres quand nous ne serons plus en mesure de le faire.

Le Code civil du Québec contient une mesure qui nous permet de faire ce choix. Il s'agit du mandat de protection. En effet, avec ce mandat, une personne majeure et apte peut confier à une ou plusieurs autres personnes la responsabilité de veiller sur elle ou d'administrer ses biens si elle devenait incapable de le faire elle-même. C'est donc la volonté de la personne qui prédomine sur tout autre arrangement que pourrait faire son entourage.

On ne peut malheureusement pas toujours éviter la maladie ou les accidents. Le mandat de protection nous permet cependant de désigner dès maintenant la ou les personnes qui s'occuperont de nous ou de nos biens en cas d'incapacité. C'est le moyen le plus simple de protéger son avenir, de faire respecter ses volontés et de simplifier les démarches pour ses proches.



otitude

...le mandat

Le Curateur public produit une brochure qui contient un modèle de mandat de protection. Cette brochure éditée par Les Publications du Québec et intitulée *Mon mandat de protection* explique aussi la façon de faire homologuer un mandat par le tribunal et le rôle du Curateur public en ce qui concerne les mandataires. La brochure est en vente dans les librairies qui distribuent les produits des Publications du Québec. Elle est aussi disponible sans frais sur le site Web du Curateur public du Québec au : curateur.gouv.qc.ca/mandat

Quels sont les types de mandat?

Le mandat de protection est un document dans lequel vous, le **mandant**¹, exprimez maintenant vos volontés au cas où un jour vous soyez dans l'incapacité de le faire. Ce mandat contient, notamment, le nom et les responsabilités du **mandataire**², c'est-à-dire de la personne qui se verra confier l'exécution de votre mandat.

Il ne faut pas confondre ce type de mandat avec ce que l'on appelle communément la procuration, laquelle ne concerne que les biens. Dès que l'inaptitude est constatée par le tribunal, la procuration cesse, en principe, d'être valide. Et c'est au moment où la personne est inapte que le mandat de protection peut être **homologué** (validé par le tribunal) et devenir exécutoire (entrer en vigueur).

Pour être valide, un mandat de protection peut prendre deux formes : le mandat notarié fait par un notaire et le mandat devant témoins, également appelé sous seing privé. Ce dernier peut être rédigé par vous ou par une personne de votre choix, selon vos instructions et en présence de deux témoins. Pour le rédiger, vous pouvez demander les conseils d'un notaire ou d'un avocat. Cela est même préférable si l'administration de vos biens est complexe.

1. Le mandant est la personne qui rédige son mandat.
2. Le mandataire est la personne qui est choisie par le mandant pour exécuter les volontés qu'il a exprimées dans son mandat de protection.

Comment faire son mandat?

Préparer soi-même son mandat de protection n'est pas compliqué, il suffit de respecter quelques règles. Le mandat peut être rédigé d'une manière générale ou détaillée. Toutefois, le mandat général offre au mandataire une plus grande liberté d'action pour faire face aux imprévus. Il prévoit l'administration de l'ensemble des biens du mandant au lieu de présenter une liste détaillée des biens à administrer ou des actes à poser. Cette liste pourrait empêcher le mandataire d'agir à l'égard d'un bien quelconque s'il n'était pas mentionné.

Votre mandat devrait comprendre les éléments suivants :

- ◆ la date à laquelle vous rédigez le mandat;
- ◆ votre nom (nom du mandant);
- ◆ le nom du ou des mandataires et le nom du ou des remplaçants;
- ◆ le nom de la personne qui recevra la reddition de comptes, le cas échéant;
- ◆ votre signature;
- ◆ une déclaration datée et signée par deux témoins.

La présence de deux témoins n'ayant aucun intérêt à l'acte est essentielle. Ils devront constater que vous êtes sain d'esprit et apte à confier un mandat. Vous devez leur expliquer la nature de l'écrit sans pour autant être obligé de leur en révéler le contenu. Vous devez signer votre mandat. Les deux témoins doivent signer aussitôt après en votre présence et reconnaître votre signature.

Il est conseillé de prévenir le mandataire ou les mandataires de l'existence du mandat de protection et même de leur en remettre une copie. De plus, l'original de votre mandat devrait être placé dans un lieu sûr, connu du mandataire et auquel il aura accès lorsque l'homologation sera requise.

De plus, si un remplaçant est nommé pour agir à la place du mandataire principal ou si vous avez désigné un tiers³ pour recevoir une reddition de comptes, ces personnes devraient en être informées.

3. On entend par tiers, une personne morale une institution financière telle une société de fiducie autorisée par la loi à agir à titre de mandataire.



Que peut-on prévoir dans un mandat?

Le contenu du mandat de protection varie selon les volontés de chacun. Ainsi, on peut désigner un mandataire pour s'occuper de nos biens et de notre personne. Il est également possible de mandater plusieurs personnes, par exemple une pour s'occuper de l'administration de nos biens et une autre pour veiller sur notre personne.

Lorsque vous confiez à un mandataire l'administration de vos biens, vous pouvez inclure des actes comme l'administration de vos comptes en banque et placements, le paiement de l'emprunt hypothécaire et des taxes ou encore la perception des loyers. En résumé, il s'agit des actes permettant de conserver vos biens ou d'en maintenir l'usage, ce qui constitue un **mandat de simple administration**. Vous pouvez lui donner plus de pouvoirs et confier également à votre mandataire la responsabilité d'accomplir des actes plus importants sans qu'il ait besoin d'autorisation, comme de vendre vos propriétés ou vos biens ou encore d'hypothéquer vos immeubles. Il s'agit alors d'un **mandat de pleine administration**. Cet aspect du mandat peut être confié à un tiers.



Lorsque vous confiez à un mandataire la responsabilité de veiller sur votre personne, vous lui confiez, entre autres, la responsabilité de choisir votre hébergement ou consentir à votre place aux soins médicaux que pourrait nécessiter votre état de santé, si vous êtes reconnu inapte à le faire.

Il est conseillé de désigner une personne à qui votre mandataire devra rendre compte et de lui fixer une échéance (par exemple, une fois l'an) pour ce faire.

Vous souhaitez nommer un remplaçant au cas où le mandataire ne puisse ou ne veuille pas exécuter le mandat? Vous voulez nommer une personne à qui le mandataire devra faire un rapport? Vous désirez rémunérer la personne qui exécutera votre mandat? Vous souhaitez nommer un tuteur à un enfant mineur? Ce sont là autant de situations qui peuvent faire l'objet de clauses dans votre mandat de protection.

À quel moment le mandat devient-il exécutoire?

Deux conditions sont requises pour que le mandat de protection soit mis à exécution. Premièrement, que vous deveniez inapte⁴; deuxièmement, que le mandataire fasse homologuer le mandat par un greffier ou un juge de la Cour supérieure. Cette procédure peut être entreprise par les avocats ou par les notaires.

Par ailleurs, l'homologation du mandat de protection par un greffier ou par l'entremise d'un notaire ne nécessite généralement pas une audition par un juge. Toutefois, l'interrogatoire de celui qui a donné le mandat est nécessaire pour établir entre autres s'il est bien inapte. C'est seulement dans de rares cas qu'on devra tenir un procès devant le tribunal. Par exemple, si vous contestez votre inaptitude ou si votre mandataire, par sa conduite, démontre une insouciance à votre endroit ou présente une conduite suspecte.

À quoi sert l'homologation?

L'homologation a pour but de vérifier l'inaptitude du mandant, ainsi que l'existence et la validité du mandat de protection. Cette étape est nécessaire pour protéger le mandant, le mandataire et les tiers.

C'est le mandataire désigné⁵ ou son procureur (avocat ou notaire) qui doit présenter la demande en homologation. En d'autres termes, pour que le mandat devienne exécutoire, le mandataire doit entreprendre les démarches nécessaires auprès d'un notaire, d'un avocat, du greffier ou d'un juge de la Cour supérieure. La demande doit être accompagnée d'une copie originale du mandat et des évaluations médicale et psychosociale concluant à l'inaptitude. Le mandataire doit présenter sa demande au palais de justice du district judiciaire où le mandant a son domicile ou sa résidence.

4. Une personne est déclarée inapte par le tribunal à la suite d'évaluations médicale et psychosociale.
5. Si plusieurs mandataires ont été désignés, un de ceux-ci peut demander l'homologation ou encore, ils peuvent présenter conjointement la demande en homologation.

Que se passe-t-il si le mandat est incomplet?

Si votre mandat de protection ne permet pas que vous soyez représenté de façon appropriée en fonction de votre inaptitude, on verra alors à établir, à des fins complémentaires, un régime de protection légal (tutelle ou curatelle). Votre mandat demeure tout de même valide et le mandataire en poursuivra l'exécution. En pareil cas, le mandataire aux biens (personne chargée de l'administration de vos biens) devra faire rapport au curateur ou tuteur désigné pour s'occuper des questions relatives à votre personne. Inversement, le curateur ou le tuteur désigné pour s'occuper de vos biens devra faire rapport au mandataire désigné pour s'occuper de votre personne.

Qu'advient-il si le mandataire meurt ou ne peut plus exécuter le mandat?

Si votre mandat en prévoit un, c'est le remplaçant qui pourra prendre la relève. Sinon, avant d'abandonner ses responsabilités, votre mandataire devra d'abord demander l'ouverture d'un régime de protection légale⁶. Dans le cas du décès d'un mandataire qui n'a pas de mandataire remplaçant, le liquidateur de la succession du mandataire est tenu d'aviser le Curateur public. À défaut d'autres intéressés, ce dernier pourra demander l'ouverture d'un régime de protection.

6. Au Québec, lorsqu'une personne est déclarée inapte à administrer ses biens ou à s'occuper d'elle-même, la loi prévoit, si besoin est, l'établissement d'un régime de protection en vertu duquel un proche ou le Curateur public est nommé pour représenter la personne inapte. Des dépliants sur les différents régimes de protection sont disponibles au Curateur public du Québec et peuvent être consultés sur son site Web.



Que se passera-t-il si vous redevenez apte?

Vous pourrez alors demander au greffier ou au juge de faire cesser les effets du mandat de protection. Si vous recevez des soins ou des services d'un établissement de santé ou de services sociaux, le directeur général de cet établissement doit déposer lui-même au tribunal une attestation d'aptitude comprenant une évaluation médicale et une évaluation psychosociale.

Un avis de la cessation des effets du mandat est alors transmis au mandant, au mandataire ou aux mandataires et au Curateur public.



Peut-on modifier un mandat?

Une personne apte peut en tout temps modifier le contenu de son mandat de protection avant qu'il ne soit homologué. Elle peut, par exemple, nommer un autre mandataire ou changer certaines clauses du mandat.

Lorsque des modifications sont apportées au mandat, on doit de nouveau le faire signer par deux témoins ou encore le retourner chez le notaire.

Existe-t-il des registres?

Les mandats reçus par un notaire sont enregistrés à la Chambre des notaires et ceux rédigés par un avocat sont enregistrés au Barreau du Québec. De son côté, le Curateur public tient un registre des mandats une fois qu'ils ont été homologués par la Cour⁷.

7. En vertu de la Loi sur l'assurance maladie et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le Curateur public et la Régie de l'assurance maladie du Québec ont signé une entente qui leur permet d'échanger des renseignements confidentiels sur leurs clientèles respectives. Ces échanges de données permettent la mise à jour du registre des mandats homologués.

Vous avez des questions ou désirez connaître l'adresse du bureau le plus près de chez vous ?

Téléphonez-nous au **514 873-4074** ou au **1 800 363-9020** du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30 (à partir de 10 h le mercredi) ou consultez notre site Web au **curateur.gouv.qc.ca**.

Pour nous écrire

◆ Par courriel

À la page *Nous joindre* de notre site Web.

◆ Par la poste

Curateur public du Québec
600, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 4W9

Le texte de loi prévaut sur celui de ce document.

